

Solidaires en action

N° 135

Le 14 janvier 2016

Fonction publique : grève et manifestations le 26 janvier

Confrontés aux réformes tous azimuts, les agent-es de la fonction publique connaissent aujourd'hui une très forte dégradation de leurs conditions de vie au travail.

- ◆ la **réforme territoriale** qui se mène à marche forcée et qui transforme l'organisation administrative à l'Etat comme à la territoriale,
- ◆ **l'ensemble des réformes** qui traverse tous les secteurs de la fonction publique (l'éducation, la santé, le social, l'ONF, l'Onema, etc.),
- ◆ le **projet de loi de finances** qui valide une nouvelle année d'austérité et une nouvelle vague de suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs,
- ◆ **le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale** (PLFSS) qui poursuit la lente dégradation de notre protection sociale.

Autant de raisons qui doivent nous pousser à agir maintenant ! A cela s'ajoute un rendez-vous important : en février 2016 vont se tenir les premières négociations salariales dans la fonction publique, ce qui n'est plus arrivé depuis des lustres ! Rappelons-nous que le point d'indice est gelé depuis le mois de juillet 2010 !

Solidaires souhaite utiliser ce rendez-vous d'abord pour réclamer le rattrapage des pertes subies depuis de trop nombreuses années ! Cela passe par **l'attribution d'un nombre de points uniforme pour tous les agents**. Ce ne serait que justice au regard des bas salaires dont pâtissent un grand nombre d'agents. Mais nous revendiquerons revalorisation du point d'indice qui est l'élément de référence de nos rémunérations. Et si nous ne voulons pas d'un 0,1% au premier janvier 2017 à quelques mois des élections présidentielles, c'est par un rapport de force que nous pourrions exiger une véritable revalorisation qui soit à la hauteur de nos revendications.

Le niveau de vie des agent-es des services publics régresse avec, pour conséquence, une plus faible participation à la vie économique.

Si les personnels de ces services publics sont salués pour leur dévouement et leur réactivité lors d'événements exceptionnels, ils jouent surtout un rôle majeur au quotidien par les services qu'ils rendent à la population et un rôle d'amortisseur économique par la richesse qu'ils réinvestissent dans le tissu de proximité.

Ces attaques contre le service public et les salarié-es, désorganisent l'aménagement du territoire, appauvrissent les zones rurales, les villes moyennes et les quartiers en difficulté...

C'est pour toutes ces raisons que Solidaires avec la CGT et FO appelle les agent-es de la Fonction publique à se mobiliser en ce début d'année 2016.

Avant les négociations salariales pour mieux peser sur celles-ci, et au moment où la réforme territoriale se mettra en place dans les nouvelles régions.

- ◆ **Pour de meilleurs salaires**
- ◆ **Pour de véritables emplois permettant d'assurer nos missions de services publics**
- ◆ **Pour une fonction publique de proximité**

Faisons de cette journée du 26 janvier une double opération : le matin une mobilisation dans chaque secteur pour exprimer notre colère et nos revendications spécifiques et convergeons ensemble l'après-midi pour affirmer notre attachement à la fonction publique ! Faisons de cette période un moment fort de mobilisation.

Assemblées générales, HMI, interpellation des élu-es, meeting sur la fonction publique et les services publics, autant d'initiatives qui permettront d'inscrire dans la durée la journée de grève du 26 janvier dans une dynamique d'actions nécessaire pour satisfaire nos revendications.



Distribution du courrier : la Wahlse des menteurs

Du président de La Poste aux directeurs d'établissements, le bal des faux culs est en route : annonces sur les baisses de trafic exagérées, travail dissimulé, dramatisation de l'avenir des métiers du Courrier, manipulation des activités... Tout est bon pour justifier toujours plus de productivité et de suppressions d'emplois.

Mais cette direction se trompe : **les agent-es ne sont pas naïf-ves et se rendent bien compte que leur réalité n'est pas celle décrite par les dirigeants de La Poste.**

La réalité des agents c'est : souffrance, galère et mépris. Tous ces maux peuvent et doivent très rapidement se transformer en juste colère. **Et cette colère, SUD PTT la revendique, la met en avant au travers de l'ensemble de ses interventions auprès de la direction mais surtout à travers son soutien aux luttes qui fleurissent aux 4 coins du territoire !**

Il est temps que les agents reprennent leur métier en main pour ne plus subir cette politique destructrice, ordonnée par un siège qui n'a que le mot rentabilité à la bouche.

Les grèves se multiplient partout en France, preuve que la résistance existe et que la colère ne fait pas que gronder. Elle explose à divers endroits, mais pour l'instant de façon désorganisée. **Faire en sorte de coordonner cette rage, pour que celle-ci ne reste pas atone mais au contraire qu'elle devienne bruyante, hurlante,** qu'elle assourdisse la direction du Courrier afin qu'elle entende enfin celles et ceux qui bossent tous les jours sur le terrain. Il faut s'organiser, ne plus rester chacun-e dans son coin et unir nos colères.

SUD PTT est au côté des personnels et les représente quotidiennement tant au niveau national que local, sans jamais oublier de mettre en avant l'unitésyndicale. **Il faut proposer aux postières et postiers une grève nationale, tous services pour contrer le plan stratégique de La Poste.**

C'est l'objet de la proposition faite par SUD PTT à l'ensemble des fédérations : porter une expression commune contre ce projet qui se concrétisera à la distribution par la mise en place des « organisations innovantes », et en particulier la pause méridienne imposée.

Une intersyndicale nationale au Courrier avait déjà contraint la branche à ouvrir des négociations sur les conditions de travail, qui ont débuté en septembre et devraient reprendre en janvier (après la trêve électorale). Mais nous le savons, des négociations à froid, sans lutte des personnels, restent souvent limitées.

Dès le début de l'année, il faudra mettre la pression à la direction du Courrier, par les luttes, pour que les revendications des agent-es du Courrier ne restent pas lettre morte.

Challancin services en gare : salarié-es en colère

Depuis plusieurs mois, **un mouvement social a été entamé par les agents de service en gare chargés, entre autre, de l'assistance aux voyageurs et voyageuses handicapé-es en gare de Paris Gare de l'Est.**

Sous-traitant l'activité des services en gare dans les grands établissements depuis de nombreuses années, la SNCF faisait jusqu'en 2012 appel à l'une de ses filiales, Itiremia, avant que la société Challancin ne remporte le dernier appel d'offre à dans plusieurs gares, en écrasant les autres prestataires avec des prix défiant toute concurrence.

Cette politique du moins-disant se traduit sur le terrain par des conditions de travail désastreuses pour les salarié-es, ce qui entraîne par conséquent des conditions d'accueil et de prestations de service déplorables pour les usagers de ces gares :

◆ **Précarisation maximale des contrats.**

◆ **Surexploitation des salarié-es** (mobilité accrue par les nouveaux contrats avec remplacements au pied levé sur différents sites et à différents postes sans compensation).

◆ **Baisse des effectifs** mettant en péril un accompagnement digne et sécurisé des personnes handicapées.

◆ Dans les consignes, les conditions sont également déplorables. La sureté devrait être accrue en période Vigipirate renforcé. Personne ne s'en soucie ! Absence de rotation sur des vacations de près de 9 heures au scanner, quand une rotation toutes les 30 mn est imposée pour un poste similaire sur site aéroportuaire.

◆ **Economies à tout prix** (ex : retrait de fontaines à eau pour les usagers handicapés et les salarié-es sous prétexte qu'elles coûtent trop cher.

◆ **Non-respect de la convention collective** et absence d'avancement depuis maintenant près de 4 ans.

A cela s'ajoutent d'autres risques puisque pour remplacer les grévistes, **la direction n'a pas pris en considération la sécurité des employé-es et des usagers** et a dépêché sur les sites concernés, du personnel issu du nettoyage et de la sécurité, non formé aux missions qui nous sont habituellement confiées et pour lesquelles nous avons suivi une formation spécifique !

Le taux de participation à la grève, soutenue par SUD-Rail, est souvent de 100% à gare de l'est. Les salarié-es n'en peuvent plus !

Air France : non aux sanctions

Depuis le 5 octobre, deux pilotes sont poursuivis pour des faits anodins et non répréhensibles. Suivant les ordres du général Valls qui a traité les salarié-es d'Air France de voyous alors qu'il encensait l'annonce de destruction de 2900 emplois, la chaîne d'exécutants collabos aux ordres ont mené une procédure bafouant tous droits à la défense, se foutant allégrement des faits, pourvu que le résultat exigé depuis le château soit au rendez-vous.

Ces collabos ne sont plus nos collègues, c'est un fait. Il n'en reste pas moins que si la justice saura faire dire le droit dans le futur, nos deux collègues ont été soumis à la pression d'une **menace de licenciement** (levée depuis la convocation du conseil de discipline) et les conséquences psychologiques de cette menace imposaient de réagir de la manière la plus forte et unanime qui soit, une fois de plus, pour faire passer l'envie à une clique d'arrivistes de se faire une place au soleil sur le dos des pilotes.

Le 7 janvier donc, deux de nos collègues étaient convoqués pour un conseil de discipline. Les faits reprochés, pour donner lieu à sanction, devraient être particulièrement graves ! Eh bien non, les faits sont établis : l'un d'eux a ouvert UN portique de sécurité à un collègue mécanicien pour entrer au siège, et le second s'est ravisé, après avoir ouvert UN portique de sécurité, et n'est finalement pas sorti de l'enceinte du siège.

Il n'y a là aucun lieu à reproche, et encore moins à sanction. Mais il fallait des boucs émissaires choisis parmi les pilotes pour équilibrer avec la répression menée contre les manifestant-es personnel au sol.

Du 10 au 13 janvier, le syndicat Alter appelait donc tous les pilotes à s'opposer à cette répression arbitraire, qui n'a comme seul objectif que de réduire au silence toute velléité de résistance à la terreur que la direction d'Air France rêve de mettre en place par son chantage permanent à l'emploi.

Pôle emploi : on ne (la) fermera pas

Un préavis de grève reconductible a été déposé pour le 8 février par les organisations CLL, CGT, FO, SNU-FSU et SUD Emploi d'Ile de France. C'est le premier jour choisi par la Direction régionale d'Ile-de-France pour déployer un nouveau dispositif appelé « Accès direct à son conseiller » qui repose sur **la fermeture des agences tous les après-midi** à l'ensemble des demandeur-euses d'emploi hormis ceux/celles qui sont convoqué-es. Alors que la priorité de l'établissement devrait être le renfort massif des effectifs pour assurer un service de qualité aux usager-es, la Direction met sciemment en danger le Service public de l'Emploi !

Le déploiement de la fermeture des sites dans les régions tests provoque déjà une déstabilisation complète de l'organisation du travail. Beaucoup d'agences officiellement fermées reçoivent en fait tous les demandeurs, **l'agressivité et les tensions montent**, et les sollicitations par téléphone, par mails, les dossiers à traiter en attente explosent. Pour ces derniers la **masse de traitement a déjà été multipliée par dix** !

Nous avons fait tout **notre possible au sein des instances représentatives du personnel** (CE, CCE, CHSCT) afin de contrer ce projet de fermeture des sites et les autres dispositifs tout aussi destructeurs pour le Service public de l'emploi (Nouveau Parcours du Demandeur d'Emploi).

Mais l'action au sein des instances ne suffit pas Nous devons nous faire entendre directement, pour signifier à la Direction notre refus de la fermeture du Service public de l'emploi !

Etat d'urgence : pour nous, c'est définitivement non !

Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Notre rejet est absolu. Nous appelons tous ceux et celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.

Une pétition unitaire a été lancée par près de 80 organisations dont la LDH, la CGT, le Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des avocats de France, l'Union syndicale Solidaires, on peut la signer sur <http://www.nousnecederonspas.org/>

Les associations et organisations syndicales regroupées autour de l'appel « **Nous ne céderons pas !** » et ayant lancé la pétition « **Pour nous, c'est définitivement non !** », contre la réforme constitutionnelle, appellent à **manifester le samedi 30 janvier 2016 partout en France** et à Paris, à 14h30, place de la République. Elles expriment leur refus de la réforme constitutionnelle et leur exigence de la levée de l'état d'urgence.



Violences faites aux femmes : contre le sexisme et le racisme

Le 31 décembre, dans plusieurs villes d'Allemagne, des violences ont eu lieu à l'encontre de centaines de femmes : viols, autres agressions sexuelles, vols... Nous les condamnons !

Nous demandons que toute lumière soit faite sur ces faits, sur leur organisation massive, et que ces hommes répondent de leurs actes devant la justice.

Nous sommes et restons contre les violences faites aux femmes, quels que soient leurs auteurs, demandeurs d'asile ou pas, où qu'ils soient et d'où qu'ils soient.

Nous condamnons aussi le détournement et la récupération de ces actes révoltants par des partis de droite et d'extrême-droite souhaitant utiliser ces violences commises pour discréditer la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel. **En aucun cas, les violences faites aux femmes n'ont à être instrumentalisées !** Elles ont lieu dans tous les pays, dans tous les milieux, dans tous les espaces. Et elles doivent être dénoncées partout ! **Les féministes allemandes l'ont bien dit : « Non à la violence contre les femmes, que ce soit à Cologne, à la fête de la bière ou dans la chambre à coucher ».**

La violence envers les femmes n'a pas de frontière : notre solidarité envers les femmes n'en a pas non plus. Un rassemblement* est organisé à Paris, à la Fontaine des Innocents le lundi 18 janvier à 18h30. **Il fera nuit : nous serons là ! Femmes du monde entier, ensemble.**

** à l'initiative notamment du Collectif National pour les Droits des Femmes*

Bayonne : mobilisation pour les prisonniers politiques

Environ **10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Bayonne, le samedi 9 janvier, pour exiger la fin de la dispersion des prisonnier-es politiques basques et la libération des détenu-es malades.** Dans le même temps, 70 000 manifestants et manifestantes défilaient dans les rues de Bilbao. Ces deux manifestations organisées simultanément dans les parties nord et sud du Pays basque se situent dans un contexte où les Etats français et espagnols persistent à freiner le processus de paix lancé depuis maintenant plus de 4 ans (conférence internationale de paix d'Aiete en octobre 2011).

En France, **arrestations, pressions, et condamnations se poursuivent, dans des conditions plusieurs fois dénoncées par des organisations internationales de défense des Droits de l'Homme.** 423 prisonnier-es politiques basques sont dispersés dans 73 prisons différentes de France et d'Espagne. Parmi les organisations syndicales, LAB, Solidaires, ELB, la CFDT Pays basque et 2 syndicats de la CGT appelaient à la manifestation de Bayonne, demandant notamment « au gouvernement français de s'engager en faveur de la paix, en prenant les mesures qu'impose le contexte historique actuel : et en premier lieu, le rapprochement des prisonniers politiques basques de leurs familles ».

Notre Dame des Landes : non aux expulsions

A peine élu, le nouveau président de la région des Pays de la Loire, s'est empressé de rencontrer le 1er Ministre afin d'exiger de l'Etat "le respect de l'ordre républicain" sur le site de Notre Dame des Landes et donc l'évacuation de la ZAD quel qu'en soit le prix.

Dans le même temps, Vinci revient à la charge en relançant la machine judiciaire à des fins d'expulsions des paysans et des habitants dits "historiques" de la ZAD, propriétaires ou locataires de terres agricoles.

Aucune expulsion-expropriation ne doit avoir lieu, pas plus qu'une quelconque intervention policière contre la ZAD qui ne pourrait que tourner au carnage !

L'union syndicale Solidaires de Loire-Atlantique réaffirme son opposition à la construction d'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes, grand projet aussi inutile que dispendieux, destructeur sur le plan environnemental et revendique le maintien et l'optimisation de l'actuel aéroport de Nantes Atlantique.



Solidaires 44 appelait à participer massivement aux rassemblements du samedi 9 janvier, et notamment celui de Nantes qui a connu un remarquable succès, avec 20000 manifestant-es et le renfort de 400 tracteurs. Cette véritable démonstration de force est un cinglant démenti aux oiseaux de mauvais augures qui prédisaient un chant du cygne des anti-aéroport.

Diverses initiatives ont eu lieu notamment le 13 janvier jour de l'audience devant statuer sur la demande d'expulsion, d'autres sont prévues dans plusieurs villes de France le 16 janvier.